

# Perspectives économiques mondiales

**Vents budgétaires contraires et reprise**

**Afrique subsaharienne**

**été 2010**

© 2010 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433 (États-Unis d'Amérique)  
Téléphone : 202-473-1000  
Internet: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
E-mail: [feedback@worldbank.org](mailto:feedback@worldbank.org)  
Tous droits réservés  
1 2 3 4 13 12 11 10

Cette publication est produite par le personnel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale. Ce document a été publié en anglais dans le cadre de la publication *Global Economic Prospects 2010* et traduit pour le site Web *Perspectives pour l'économie mondiale* (<http://www.worldbank.org/perspectives>). En cas de désaccord, la langue d'origine sera déterminante.

Les observations, interprétations et conclusions présentées ici ne reflètent pas nécessairement les vues des membres du Conseil d'Administration de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes contenues dans la présente publication n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement

#### **Droits et licences**

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, normalement, accorde sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir cette autorisation, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, Massachusetts, 01923, USA ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site Web : [www.copyright.com](http://www.copyright.com).

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2422 ; email : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

## Afrique subsaharienne

### Récents développements

Les pays d'Afrique subsaharienne ont mieux résisté que prévu à la crise mondiale et mieux que lors de précédents ralentissements économiques mondiaux de moindre envergure. Cette bonne performance s'explique en partie par la nature du ralentissement mondial, qui est limité aux biens de consommation et d'investissement, des secteurs relativement petits dans la plupart des économies africaines. L'intégration financière limitée de la région a également contribué à réduire l'ampleur du choc initial. Autre facteur peut-être tout aussi important, l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques a permis à la politique budgétaire de bon nombre de ces pays de réagir de manière contracyclique, alors qu'ils avaient par le passé souvent réagi de manière procyclique.

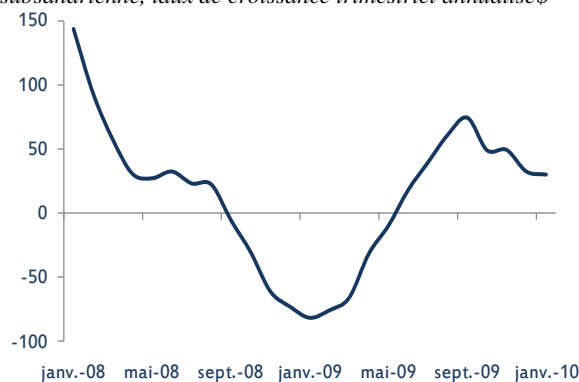
Dans l'ensemble, la croissance du PIB de la région a diminué pour se situer à 1,6 % en 2009, contre 5 % en 2008. En excluant l'Afrique du Sud, la croissance a été encore plus résiliente, le PIB tombant à 3,7 %, comparativement à 5,8 %. La résilience des pays à faible revenu et des États fragiles a également été renforcée par une augmentation de l'aide financière publique, particulièrement dans les pays se relevant d'un conflit. En moyenne, le PIB des pays à faible revenu a progressé de 3,9 % en 2009, soit un taux de croissance environ 1,5 point de pourcentage plus lent que celui enregistré lors de la période d'expansion. Les économies à revenu intermédiaire les plus intégrées à l'échelle mondiale ont été les plus touchées par la récession, et leur croissance est tombée de 4,9 % à 1 %. Sans tenir compte de l'Afrique du Sud, la décélération de la croissance a été plus modérée, passant de 6 % à 3,6 %. Les pays qui sont d'importants exportateurs de pétrole se sont quant à eux montrés beaucoup plus résilients qu'initialement prévu, leur croissance ayant principalement été soutenue par les secteurs autres que pétrolier. Bon nombre de pays de la région ont bénéficié de pressions désinflationnistes attribuables à une baisse des prix des denrées alimentaires et du carburant et d'un ralentissement de la demande, et le taux médian d'inflation de la région est tombé largement inférieur à 10 % au cours des premiers mois de 2010.

Bien que les données à fréquence élevée soient rares en Afrique subsaharienne, la région semble en voie de connaître une reprise robuste, en grande partie en raison du solide rebond cyclique de la demande extérieure et du raffermissement des prix des matières premières. Et la valeur des exportations, qui avait chuté de 45 % entre août 2008 et mai 2009, se redresse rapidement, affichant des taux annualisés de croissance extrêmement élevés (Graphique B6.1). Alors que les volumes d'exportations sont revenus, à 5 % près, à leurs niveaux d'août 2008, la baisse des prix des matières premières signifie que la valeur des exportations demeure de 68 % inférieure à celle d'août 2008.

En Afrique du Sud, l'économie la plus importante et la plus intégrée de la région, la croissance s'est accélérée à partir du dernier trimestre 2009 lorsque la production a augmenté pour atteindre un rythme annualisé de 3,2 %. La croissance s'est renforcée encore davantage au premier trimestre de 2010 pour atteindre 4,6 % (taux annuel désaisonnalisé). Ce renversement de tendance a été fortement lié à la reprise de la demande extérieure, le retour des flux de capitaux et un regain d'intérêt plus généralisé pour les marchés émergents de la part des investisseurs. De solides échanges commerciaux et liens financiers avec l'économie mondiale ont contribué à dynamiser la reprise du pays, tout comme ils avaient été

#### Graphique B6.1 La croissance des exportations a grimpé en flèche

valeur en dollars des exportations de l'Afrique subsaharienne, taux de croissance trimestriel annualisé%



Source : Banque mondiale.

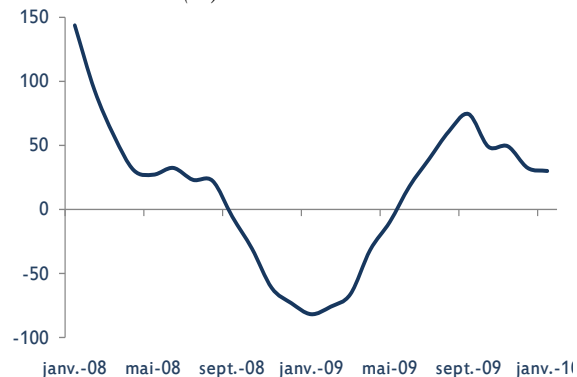
responsables de la contraction enregistrée au cours de la première moitié de l'année. Jusqu'à présent, la reprise des dépenses intérieures en Afrique du Sud a été modeste et, en particulier, la consommation des ménages n'a progressé que de 1,4 % (taux annuel désaisonnalisé) au cours du quatrième trimestre, après cinq trimestres consécutifs de repli. À l'avenir et à mesure que l'emploi progressera et que l'impact à retardement de la baisse des taux d'intérêts se fera sentir, on peut s'attendre à ce que la croissance des dépenses intérieures connaisse une reprise plus vigoureuse.

D'autres pays membres de l'Union douanière d'Afrique australe souffrent des effets à retardement du ralentissement économique mondial. Les revenus qu'ils tiraient de l'Union douanière d'Afrique australe ont chuté de manière importante étant donné que les importations à destination de la zone extérieure de tarifs communs ont diminué en 2009. Les trop-perçus de l'Union en 2009 (basés sur des projections de croissance commerciale trop optimistes) ont donné lieu à des remboursements automatiques vers le pool commun de revenus de l'Union, ce qui a réduit la capacité des pays membres à utiliser une mesure de relance budgétaire pour stimuler leur croissance. Dans l'ensemble, l'Afrique du Sud prévoit que les transferts en vertu de l'entente de partage des revenus de l'Union diminueront pour passer de 27,9 milliards de rands en 2009-2010 à seulement 12,9 milliards de rands en 2010-2011. Dans le cas du Swaziland et du Lesotho, qui sont les deux pays les plus dépendants des revenus fournis par l'Union, la diminution des transferts de l'Union représente une perte de revenus équivalente à 13,3 % et 20,4 % respectivement de leur PIB pour 2010-2011 et, selon des estimations, cette perte de revenus fera diminuer leur croissance de 1 % et 3 % respectivement en 2010.

La croissance des principaux pays exportateurs de pétrole de la région a été plus positive que prévu. Le Nigeria a enregistré une accélération modeste de sa croissance qui s'est établie à 5,6 % en 2009 et qui a continué à progresser à un rythme solide au cours du premier trimestre de 2010. Cette accélération a été soutenue par une robuste croissance dans les domaines de l'agriculture, de la vente en gros et au détail et des services. L'Angola a également réussi à croître de près de 2 % l'année dernière, grâce à une solide performance de ses secteurs autres que pétrolier, après une expansion de plus de 10 % l'année précédente. Sa croissance a toutefois été freinée par une baisse de sa production pétrolière, une réduction des investissements du gouvernement et la faiblesse de la consommation privée, ainsi que par les importants arriérés de paiement que doit le gouvernement à des fournisseurs du pays.

Dans la région, les pressions inflationnistes se sont atténuées dans la plupart des économies alors que l'inflation des prix des denrées alimentaires s'est calmée et que les devises se sont appréciées (limitant ainsi la hausse des prix des biens importés). Malgré le coup de fouet que cela a donné aux revenus réels, la demande intérieure demeure relativement faible dans la plupart des économies. En date d'avril 2010, le taux mensuel médian d'inflation dans la région avait diminué pour se situer à 4,7 %, contre 8 % en avril 2009 (Graphique B6.3). Néanmoins, cette baisse de taux d'intérêt survient après une période d'inflation,

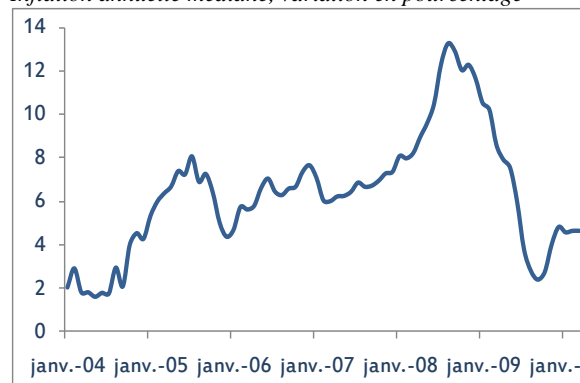
**Graphique B6.2 L'aspect que prend la reprise varie en fonction des différents groupes de pays**  
croissance du PIB (%)



Source : Banque mondiale.

**Graphique B6.3 L'inflation médiane en Afrique subsaharienne s'est atténuée**

Inflation annuelle médiane, variation en pourcentage



Source : Banque mondiale.

dans bon nombre de pays, de plus de 10 % au cours des années précédentes et qui avait significativement réduit les revenus réels et entraîné une hausse de l'incidence de la pauvreté. Au cours des dernières années, les prix des produits de première nécessité ont considérablement augmenté sur les marchés intérieurs et sont devenus beaucoup plus volatiles, devenant ainsi une menace pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région.

La crise mondiale a érodé la marge de manœuvre budgétaire de bon nombre d'économies de la région, leur balance budgétaire étant passée d'un excédent de près de 1 % de leur PIB en 2008 à un déficit de plus de 5,5 % de leur PIB. La majeure partie de cette détérioration est survenue dans les pays exportateurs de pétrole et à revenu intermédiaire, notamment en Afrique du Sud. La détérioration de l'équilibre budgétaire a été moins marquée dans les pays à faible revenu, le manque à gagner budgétaire augmentant légèrement à 4,3 % du PIB, son plus haut niveau depuis 2000. Les gouvernements des pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire autres que l'Afrique du Sud ont vu leur équilibre se détériorer de près de 4,3 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, à 6 % de leur PIB en 2009.

La balance des paiements courants s'est grandement détériorée en Afrique subsaharienne en 2009, passant d'un surplus de 0,4 % en 2008, à un déficit de 2,5 % du PIB. La détérioration a été plus marquée dans les pays ayant des liens commerciaux plus étroits avec l'économie mondiale, en particulier les exportateurs de pétrole, dont la balance des paiements courants s'est détériorée de 8 points de pourcentage de leur PIB en raison de la baisse du prix du pétrole et d'une diminution de la demande en pétrole attribuable à la récession mondiale. Dans les pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole, en dehors de l'Afrique du Sud, la balance des paiements courants s'est également détériorée de plus de 5 points de pourcentage du PIB pour atteindre un déficit de 6,2 % du PIB. Dans le cas des pays importateurs de pétrole, leur déficit de la balance des paiements courants a enregistré une amélioration de 2 % de leur PIB, tandis que les pays à faible revenu ont également enregistré une faible amélioration de leur balance des paiements courants de 1,2 point de pourcentage, pour un déficit de 9,2 % de leur PIB.

Les envois de fonds (stables pour l'Afrique en 2009) et les flux d'aide officielle (l'aide publique au développement (APD) à destination des pays en développement a enregistré une baisse relativement faible de 2,2 %) ont jusqu'à présent été moins affectés que prévu par la récession dans les pays à revenu élevé. Toutefois, l'APD est déjà inférieure aux engagements des donateurs, notamment en ce qui a trait aux promesses de doubler l'aide pour l'Afrique entre 2005 et 2010. De plus, dans les pays bénéficiaires, l'APD est en train de diminuer en termes de part du PIB et, selon les expériences passées (Dang et autres, 2009), les flux d'APD pourraient diminuer de manière importante au cours des années à venir alors que les pays à revenu élevé devront réduire leurs propres dépenses publiques. Ces réductions toucheront plus lourdement les pays à faible revenu et les économies fragiles. Les envois de fonds devraient également connaître une reprise limitée en raison du chômage et de l'excédent de capacité qui persistent dans les pays sources à revenu élevé.

Les flux de capitaux à destination de l'Afrique subsaharienne sont moins volumineux que ceux à destination d'autres régions en développement et ont rebondi en 2009 principalement grâce à un retour des flux vers les portefeuilles en Afrique du Sud (Tableau B6.1). La diminution des investissements étrangers directs (IED) a été légèrement moins marquée qu'anticipé, en partie parce que la baisse des IED en provenance des pays à revenu élevé a été compensée par une hausse des IED Sud-Sud. En excluant l'Afrique du Sud, les flux d'IED n'ont diminué que de 3,6 % en 2009, soutenus par des entrées dans les secteurs des ressources. Ce recul est beaucoup moindre que celui de 40 % enregistré pour l'ensemble des pays en développement. Les IED orientés vers l'énergie ont en particulier été moins touchés, étant donné que bon nombre d'entreprises ayant une expertise dans le domaine de la prospection énergétique disposaient encore de solides positions financières et que la baisse des prix des actifs des pays en développement dans le domaine énergétique rendait de tels investissements encore plus attrayants.

**Tableau B6.1. Apports nets de capitaux à la région d'Afrique subsaharienne**

<i>en milliards de dollars</i>	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
<b>Apports nets publics et privés</b>	<b>14.2</b>	<b>22.9</b>	<b>33.4</b>	<b>42.3</b>	<b>52.7</b>	<b>34.4</b>	<b>45.0</b>			
<b>Apports nets privés (dette+capitaux)</b>	<b>12.7</b>	<b>20.6</b>	<b>34.5</b>	<b>44.8</b>	<b>50.3</b>	<b>29.4</b>	<b>36.0</b>	<b>37.1</b>	<b>45.2</b>	<b>55.8</b>
..Apports nets privés (% du PIB)	2.9	3.8	5.4	6.0	5.9	3.0	4.0	3.6	3.8	4.2
Apports nets de capitaux	13.5	16.6	26.7	37.5	38.1	23.8	37.7			
..Apports nets d'IED	12.8	10.0	18.5	20.7	27.9	33.1	28.3			
..Apports nets de portefeuilles d'actions	0.7	6.7	8.1	16.8	10.1	-9.3	9.4			
Flux nets générateurs de dette	0.7	6.3	6.7	4.8	14.6	10.6	7.3			
..Créanciers officiels	1.5	2.3	-1.1	-2.5	2.4	5.0	9.0			
....Banque mondiale	2.2	2.5	2.4	2.0	2.3	1.8	3.0			
....FMI	0.0	-0.1	-0.4	-0.1	0.1	0.7	2.3			
....Autres créanciers	-0.7	-0.1	-3.1	-4.4	0.0	2.5	3.7			
..Créanciers privés	-0.8	4.0	7.8	7.3	12.2	5.6	-1.7			
....Flux nets de dettes à moyen et long terme	0.9	2.7	4.8	-2.1	8.1	0.9	-0.2			
.....Obligations	0.4	0.6	1.3	0.3	6.7	-0.7	1.7			
.....Banques	1.2	2.4	3.8	-1.7	2.1	1.7	-1.5			
.....Autres créanciers privés	-0.7	-0.3	-0.3	-0.7	-0.7	-0.1	-0.4			
....Flux nets de dettes à court terme	-1.7	1.3	3.0	9.4	4.1	4.7	-1.5			
<b>Solde comptable</b>	<b>-6.8</b>	<b>-11.7</b>	<b>-44.0</b>	<b>-46.9</b>	<b>-47.7</b>	<b>-51.2</b>	<b>-44.6</b>			
<b>Mouvement de réserves (= augmentation)</b>	<b>-3.5</b>	<b>-21.7</b>	<b>-20.0</b>	<b>-32.4</b>	<b>-28.8</b>	<b>-8.6</b>	<b>9.1</b>			
<b>Pour mémoire</b>										
Envois de fonds des travailleurs	6.0	8.0	9.4	13.0	19.0	21.0	21.0	<b>22.0</b>	<b>23.0</b>	

Source : Banque mondiale. e = estimations; p = prévisions

L'intérêt des investisseurs étrangers pour la région est heureusement revenu rapidement après la crise, comme en attestent la baisse des écarts sur la dette souveraine qui sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise, l'émission couronnée de succès de la première obligation internationale du Sénégal en décembre 2009, l'échange de la dette par les Seychelles au début de 2010 et un retour des investisseurs sur les marchés boursiers de la région. La reprise des cours boursiers a toutefois été plus faible que dans d'autres régions.

### *Perspectives à moyen terme*

La croissance dans la région de l'Afrique subsaharienne devrait rebondir pour se situer à 4,5 % cette année et s'intensifier encore davantage pour atteindre 5,1 % et 5,4 % respectivement en 2011 et 2012 (voir Tableau B6.2). Initialement, la reprise devrait être attribuable à un rebond cyclique de la demande extérieure et des investissements dans les titres à revenu fixe, alors que la transition du cycle des stocks contribuera également grandement à la croissance dans certains pays. Au fil du temps, la demande intérieure deviendra un facteur de plus en plus dominant. En raison de l'espace budgétaire limité et de sa rapide détérioration, les pays d'Afrique subsaharienne devront mettre un terme aux mesures de relance budgétaire plus rapidement que ne le dictent la vitesse et la vigueur de la reprise. Des facteurs spécifiques tels que les régimes climatiques, des infrastructures inadéquates et des tensions politico-sociales, continuent à avoir une influence sur les développements de la croissance dans la région. Malgré le renforcement anticipé de la croissance, l'excédent de capacité et le chômage continueront de caractériser les économies de la région en 2012.

**Tableau B6.2 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives**  
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	95-05 <sup>1</sup>	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	4.0	6.5	5.0	1.6	4.5	5.1	5.4
PIB par habitant, \$ constants	1.4	4.0	3.0	-0.3	2.5	3.0	3.7
PIB en PPA <sup>3</sup>	-1.6	-4.4	-10.1	3.6	4.2	3.0	3.9
Consommation privée	2.0	7.6	3.3	1.1	3.7	4.5	4.7
Consommation publique	5.1	5.7	7.4	5.3	5.2	5.0	4.8
Investissement en capital fixe	6.7	16.7	12.0	5.0	6.8	7.6	8.2
Exportations, BSNF <sup>4</sup>	4.8	3.7	4.7	-6.9	9.3	6.5	6.7
Importations, BSNF <sup>4</sup>	6.2	11.1	6.5	-4.2	9.8	7.4	7.4
Exportations nettes, contribution à la croissance	-0.1	-2.6	-0.8	-0.8	-0.6	-0.6	-0.6
Solde courant, en % du PIB	-2.9	-0.4	0.4	-2.5	-1.5	-1.9	-2.2
Déflateur du PIB, valeur médiane	7.3	7.0	9.2	7.7	4.9	5.1	5.2
Équilibre budgétaire, % du PIB	-2.1	0.5	0.7	-5.6	-4.8	-3.3	-2.3
<b>Pour Mémoire: PIB</b>							
Afrique subsaharienne à l'exclusion de l'Afrique du Sud	4.5	7.1	5.8	3.7	5.3	6.0	6.1
Pays exportateurs de pétrole	4.6	8.0	6.2	4.1	5.7	5.8	6.1
Afrique subsaharienne, CFA	4.4	4.4	4.1	2.6	3.7	4.1	4.6
Afrique du Sud	3.3	5.5	3.7	-1.8	3.1	3.4	3.9
Nigéria	4.6	6.4	5.3	5.6	6.1	5.7	6.4
Kenya	2.9	7.0	1.7	2.6	4.0	4.9	5.4

Source : Banque mondiale. Notes : e = estimation; p = prévision

1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2005.

3. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat de 2005.

4. Exportations et importations, BSNF.

5. Exportateurs de pétrole : Angola, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Rép. du Congo, Gabon, Nigéria, Soudan, Tchad, Rép. dém. du Congo.

6. Pays de la zone CFA : Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Rép. du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

La reprise devrait inclure tous les secteurs, mais la vigueur de cette reprise variera grandement selon les pays. Les pays à revenu intermédiaire qui sont plus intégrés à l'économie mondiale et les pays exportateurs de pétrole devraient bénéficier d'une reprise plus robuste. La croissance dans les pays à revenu intermédiaire importateurs de pétrole, à l'exception de l'Afrique du Sud, devrait rebondir (voir Graphique B6.2), passant d'une contraction de 1,8 % en 2009, à une croissance de 4,4 % en 2010. Les investissements seront soutenus dans une certaine mesure par les dépenses en infrastructures financées par les donateurs dans les pays à faible revenu, où la croissance devrait accélérer de près de 1 point de pourcentage pour se situer à 4,8 %. La forte demande de l'Asie en minéraux assurera la continuité des investissements dans les mines de cuivre, de fer, de manganèse et d'uranium dans les pays riches en minéraux. Toutefois, le maintien du chômage à un niveau élevé dans les pays à revenu élevé aura un impact négatif sur les envois de fonds des travailleurs et les recettes touristiques et limitera la vigueur de la reprise dans les pays de la région qui dépendent de ces deux sources de revenus. La croissance demeurera largement inférieure à son potentiel sur l'ensemble de la période visée par les prévisions et d'importants écarts de production demeureront donc dans la région. La création d'emplois demeurera anémique et insuffisante pour absorber le grand nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail, tandis que l'excédent de capacité et des coûts en capitaux plus élevés maintiendront les investissements à des niveaux inférieurs à ceux d'avant la crise.

L'économie de l'Afrique du Sud devrait connaître une expansion de 3,1 % cette année. La reprise de la consommation privée est plutôt affaiblie par un taux de chômage continuellement élevé, un haut niveau d'endettement et les règles strictes relatives au crédit mises en pratique par les banques et ce malgré un

retour de la richesse puisque que les cours boursiers ont récupéré la majeure partie de leurs pertes. Les avantages retardés de la politique budgétaire contracyclique déjà en place seront annulés par les compressions des dépenses alors que le gouvernement tente de ramener son déficit budgétaire de 6,7 % de son PIB pour l'exercice budgétaire de 2009-2010 à son objectif de 3 % du PIB.

Son économie tirera parti d'une augmentation de l'activité touristique lors de la Coupe du monde de football de la FIFA, un évènement d'une durée de un mois dont l'Afrique du Sud est l'hôte. En effet, les dépenses relatives à cet évènement devraient faire progresser le PIB de l'Afrique du Sud d'environ 0,5 % en 2010. Les préparatifs de la Coupe du monde de la FIFA auront toutefois des retombées positives à bien plus long terme sur le pays, notamment les aéroports internationaux nouveaux et améliorés, les autoroutes élargies et remises à neuf et la mise en place de systèmes de transports modernes, permettant ainsi de palier son manque d'infrastructures. Toutefois, la création d'emplois demeurera décevante, mais une certaine reprise cyclique se fera sentir au fur et à mesure que la production reprend du mieux (avec un certain retard). La croissance de ce pays demeurera inférieure à son potentiel au cours de la période visée par ces prévisions, ce qui indique qu'il enregistrera un excédent de capacité à moyen terme.

Le PIB des importants pays exportateurs de pétrole devrait progresser pour atteindre 5,7 % en 2010, poussé par une augmentation du prix du pétrole, une hausse de la demande extérieure en pétrole et un retour de l'intérêt des investisseurs pour les pays riches en minéraux. La croissance du Nigeria devrait demeurer robuste, alors que la performance du secteur pétrolier devrait s'améliorer en tirant parti du calme relatif de la région du Delta. La performance des secteurs autres que pétrolier devrait également demeurer solide, notamment ceux de l'agriculture, de la vente de gros et au détail ainsi que le secteur des services, du fait que les fruits de l'amélioration des politiques macroéconomiques ont accru le potentiel de croissance de l'économie non pétrolière. Il est fort probable que la baisse des revenus pétroliers, la politique budgétaire moins expansionniste et, dans une certaine mesure, l'incertitude politique entourant les élections de 2011 auront pour effet de faire légèrement diminuer la croissance du pays cette année-là. Les infrastructures inadéquates continueront d'agir comme frein à une croissance économique plus rapide à moyen terme. La croissance de l'Angola devrait s'intensifier pour atteindre près de 7 % en 2010 grâce à une amélioration de la performance de ses secteurs pétroliers et non pétroliers et alors que le gouvernement devrait recommencer à payer ses arriérés aux fournisseurs nationaux. Une hausse du prix du pétrole et des volumes d'exportations plus élevés garantiront une importante amélioration de la balance des comptes courants des pays exportateurs en 2010 et l'excédent du compte courant devrait se situer en moyenne à 4,7 % dans la région au cours de la période visée par les prévisions.

Les investissements dans les infrastructures financés par des donateurs devraient, dans une certaine mesure, permettre de pallier aux pénuries d'électricité en Afrique de l'Est. La performance en matière de croissance dans cette partie de l'Afrique demeure dépendante des régimes climatiques qui ont une incidence, par le biais de l'approvisionnement en hydroélectricité, sur la production agricole et sur le secteur manufacturier. Les pénuries en électricité continueront de miner la croissance économique de ces pays au cours de la période visée par ces prévisions. L'amélioration des infrastructures routières permettra un meilleur accès aux marchés et donnera un coup de pouce des plus nécessaires aux secteurs agricole et manufacturier. Le Kenya devrait connaître une croissance plus rapide cette année alors que sa situation politique et économique se stabilise encore davantage. Le tourisme dans le pays devrait également s'améliorer et ce, en dépit de la faiblesse persistante du marché de l'emploi dans les pays à revenu élevé. La normalisation de la pluviosité devrait également soutenir l'activité économique dans le secteur agricole et aider à faire descendre les prix des denrées alimentaires, et devrait aussi permettre une plus grande production d'hydroélectricité.

Les pays producteurs de diamants devraient connaître un important rebond de l'activité en 2010, après une piètre performance en 2009, alors que la demande pour les diamants s'intensifiera grandement. Les prévisions pour cette année placent la croissance du Botswana et de la Namibie à 5,8 % et 4,4 % respectivement, et d'autres pays riches en minéraux bénéficieront également d'une solide demande extérieure, en particulier en Asie.

Après une reprise relativement modérée en 2010 et en dépit d'un important relâchement de la politique monétaire du gouvernement, la croissance du Ghana devrait connaître un solide essor en 2011 lorsque la production de pétrole commencera à faire grimper les exportations du pays et sa production industrielle.

La performance en matière de croissance des pays de la Communauté financière africaine (CFA) sera mitigée. La croissance de la Côte d'Ivoire diminuera, pour se situer à 3 % en 2010, en grande partie en raison de pénuries d'énergie et d'incertitudes politiques qui ont des incidences sur les investisseurs et possiblement sur le soutien des donateurs et qui retardent le retour à la normale de la situation économique du pays. La croissance du Gabon et du Cameroun sera également faible cette année alors que la production de pétrole devrait diminuer au Cameroun et ne progresser que légèrement au Gabon. Le Burkina Faso, la République du Congo, le Niger et le Sénégal verront leur croissance s'accroître en 2010 et le Niger bénéficiera d'un regain de croissance en 2011 grâce à une augmentation de sa production de minéraux. La croissance progressera de manière marginale au Bénin, en République centrafricaine, au Mali et au Togo. Pour les pays de la zone du franc CFA, la dépréciation de leur devise, dans le sillage de celle de l'euro, contribuera à renforcer leur compétitivité extérieure et à accroître les prix de leurs exportations de matières premières (notamment le coton), mais entraînera également une hausse des prix des biens importés.

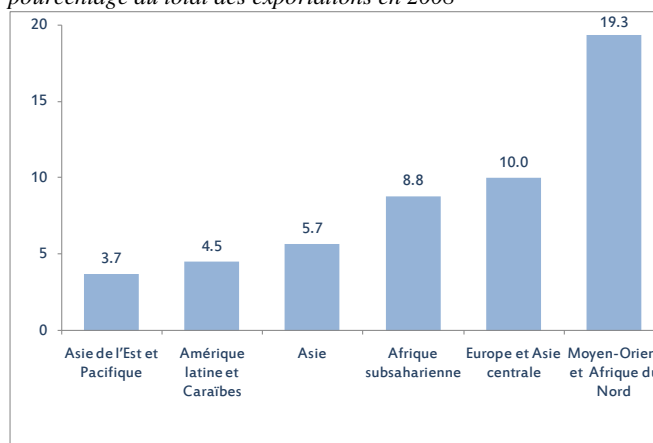
## Risques

La possibilité d'une importante perturbation découlant des préoccupations relatives à la viabilité de la dette souveraine d'Europe est bien réelle. Bon nombre de pays africains ont des relations commerciales étroites avec les économies à risques. Au total, 20 % ou plus des exportations du Cap Vert et du Cameroun sont destinées aux pays de l'UE-5. Dans l'ensemble, les exportateurs d'Afrique subsaharienne sont ceux qui occupent le troisième rang, dans le monde en développement, en termes d'exposition aux pays à risque (Graphique B6.4). De plus, il y a un risque accru d'accumulation des pressions inflationnistes dans les pays de la zone du franc CFA étant donné que leurs devises se déprécient de pair avec l'euro, rendant les biens importés plus chers, et en particulier le pétrole. À l'inverse, la dépréciation du franc CFA aidera à accroître la compétitivité extérieure des pays membres dont la devise est arrimée à l'euro.

### Graphique B6.4 Pays qui ont d'importants liens commerciaux avec l'UE-5

Pourcentage du Sud de la zone euro dans le total des exportations

pourcentage du total des exportations en 2008



Source : COMTRADE. Banque mondiale.

Les risques de contagion de la crise bancaire dans la zone euro aux secteurs bancaires des pays africains ne sont pas négligeables étant donné que les banques européennes, et les banques françaises en particulier, sont encore prédominantes dans les pays de la zone du franc CFA. Ces banques n'ont pas jusqu'à présent montré de signes de tension étant donné qu'elles sont incorporées localement et qu'elles dépendent des dépôts de fonds locaux. De plus, ces banques jouent un rôle limité d'intermédiation financière dans les économies locales puisqu'elles investissent la majorité de leurs fonds dans la dette des gouvernements. Face aux pertes découlant de leurs expositions à la Grèce et à d'autres pays de l'UE ayant un niveau d'endettement élevé, les banques européennes pourraient rapatrier le capital de leurs filiales situées dans des pays de la zone du franc CFA.

Il est peu probable que l'impact direct de la crise de la dette souveraine en Europe sur les banques sud africaines soit significatif étant donné que leur exposition est très limitée, étant estimée à 0,2 % du total de leurs actifs. Il existe des risques d'effets secondaires par le biais des flux commerciaux et d'une aversion accrue aux risques de la part des investisseurs, étant donné que près de 30 % des exportations de l'Afrique du Sud sont destinées à l'Europe et que les coûts du crédit pourraient augmenter de manière importante pour le secteur privé.

Outre l'aggravation de la crise en Europe, les risques de la région sont largement équilibrés, le plus important risque baissier ayant trait à la vigueur et à la durabilité de la reprise mondiale et en particulier de la reprise des pays à revenu élevé. Le retrait en temps inopportun des mesures de relance budgétaires et monétaires pourrait affaiblir la reprise à court terme. Cependant, comme cela est décrit dans le corps du rapport, un report excessif du retrait de ces mesures dans les pays à revenu élevé donnerait lieu à des déséquilibres macroéconomiques. La volatilité de l'économie mondiale s'est accrue ces dernières années en ce qui a trait aux prix des matières premières, aux taux de change et aux développements sur les marchés financiers; cette volatilité accrue mine la croissance économique à l'échelle mondiale. De solides arrivées de capitaux constituent également des problèmes additionnels en matière de politiques pour certains pays de la région, alors que l'appréciation de leur devise les rendra moins compétitifs sur le plan extérieur.

Parmi les risques haussiers pour les pays exportateurs de matières premières, il y a la possibilité d'un rebond cyclique plus important que prévu à l'échelle mondiale, ce qui pourrait se traduire par des gains des termes de l'échange et une demande extérieure beaucoup plus importants que prévu et qui contribueraient à l'essence même de la reprise.

Dans le sillage de la crise mondiale, bon nombre de pays de la région qui sont limités financièrement disposent d'une marge de manœuvre budgétaire beaucoup plus limitée qu'auparavant, et leur capacité à gérer de futures perturbations externes, telles que celles qui pourraient découler de la situation dans les pays à revenu élevé d'Europe, est considérablement réduite. La possibilité d'une importante baisse des flux d'aide dans les années à venir, alors que les pays à revenu élevé resserreront les cordons de leur bourse, restreindrait encore davantage cet espace budgétaire déjà limité. Maintenir les niveaux existants d'investissement dans un tel environnement constituera un réel défi. Ne pas y parvenir aurait des répercussions sur la croissance future. Même une petite diminution du taux de croissance moyen de la région pourrait avoir de lourdes conséquences sur l'incidence de la pauvreté à long terme. À titre d'exemple, une baisse de 0,5 % du taux de croissance régionale sur une période de dix ans pourrait occasionner une hausse de 6,7 millions du nombre de personnes pauvres dans la région.

Un autre défi auquel seront confrontés les décideurs politiques de la région est celui de stimuler la création d'emplois productifs à un rythme suffisant, étant donné que 7 à 10 millions de jeunes africains arrivent chaque année sur le marché du travail. La perspective d'une reprise sans création d'emplois dans les pays à revenu élevé alourdirait cette problématique puisque les travailleurs migrants trouveraient moins d'emplois dans les pays d'accueil. Il est même possible que certains migrants rentrent dans leur pays d'origine, poussant à la hausse le taux de chômage dans ces pays et alimentant peut-être même des tensions sociales.

**Tableau B6.3 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays**

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)	95-05 <sup>1</sup>	2007	2008	2009e	2010p	2011p	2012p
<b>Angola</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	8.3	20.3	13.2	1.7	6.9	7.7	7.0
Solde courant, en % du PIB	-2.2	17.2	7.6	-3.7	4.6	4.4	4.4
<b>Bénin</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	4.6	4.6	5.1	3.1	3.3	4.8	5.1
Solde courant, en % du PIB	-7.2	-12.0	-6.5	-6.9	-7.8	-7.6	-6.0
<b>Botswana</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	6.8	4.2	3.1	-6.0	5.8	5.5	5.2
Solde courant, en % du PIB	8.2	11.0	3.8	-5.5	-6.4	-6.9	-5.5
<b>Burkina Faso</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	6.4	3.6	5.2	3.2	4.6	5.2	5.9
Solde courant, en % du PIB	-10.1	-8.7	-11.5	-6.8	-7.7	-8.3	-7.6
<b>Burundi</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	0.4	3.6	4.5	3.5	3.7	4.1	4.3
Solde courant, en % du PIB	-13.7	-15.7	-12.2	-12.2	-10.6	-9.7	-10.2
<b>Cap-Vert</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	5.2	6.9	5.9	4.0	4.7	5.4	5.8
Solde courant, en % du PIB	-10.1	-13.7	-12.8	-19.3	-25.8	-24.4	-22.8
<b>Cameroun</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	4.2	3.3	2.9	2.2	2.8	3.4	4.6
Solde courant, en % du PIB	-3.2	1.4	-1.8	-2.7	-4.1	-4.7	-5.2
<b>République centrafricaine</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	0.7	4.2	2.8	1.7	3.0	3.3	3.6
Solde courant, en % du PIB	-4.4	-6.7	-9.5	-7.8	-8.9	-9.4	-8.5
<b>Tchad</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	8.6	0.2	-0.4	-1.4	3.7	4.0	4.3
Solde courant, en % du PIB	-36.5	-8.6	-10.2	-28.3	-26.6	-26.6	-23.9
<b>Comores</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	2.1	0.5	1.0	1.1	1.7	2.3	2.4
Solde courant, en % du PIB	-6.3	-6.8	-11.5	-6.1	-9.1	-8.7	-9.0
<b>Congo, Rép. dém. du</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	0.1	6.3	6.2	2.9	5.2	6.9	7.2
Solde courant, en % du PIB	-2.9	-2.7	-15.1	-12.5	-15.7	-16.9	-17.6
<b>Congo, Rép. du</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	3.4	-1.6	5.6	7.5	11.0	4.9	2.9
Solde courant, en % du PIB	-2.2	-8.4	-1.1	-12.6	0.1	3.1	0.1
<b>Côte d'Ivoire</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	1.6	1.6	2.3	3.8	3.0	4.1	4.5
Solde courant, en % du PIB	-0.2	-0.7	2.4	7.3	4.3	3.1	1.1
<b>Érythrée</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	1.7	1.3	-8.4	4.2	2.7	4.1	4.9
Solde courant, en % du PIB	-15.3	-6.4	-5.9	-5.7	-2.2	-2.4	-2.7
<b>Éthiopie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	5.5	11.1	11.3	8.8	7.0	7.5	8.5
Solde courant, en % du PIB	-3.3	-4.3	-7.2	-5.1	-7.8	-8.0	-8.3
<b>Gabon</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	1.0	5.6	2.7	-1.3	3.8	4.3	4.4
Solde courant, en % du PIB	10.6	12.2	21.3	11.5	4.5	2.9	2.9
<b>Gambie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) <sup>2</sup>	4.4	6.3	6.1	4.6	4.8	5.0	5.1
Solde courant, en % du PIB	-5.3	-12.2	-15.9	-14.4	-14.2	-14.1	-13.3

**Tableau B6.3 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays (cont.)**

<b>Ghana</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.7	6.1	7.3	3.8	4.6	17.5	7.5
Solde courant,en % du PIB	-5.4	-14.4	-20.0	-5.7	-10.9	-6.3	-7.1
<b>Guinée</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.7	1.5	4.5	-0.6	2.6	3.6	4.1
Solde courant,en % du PIB	-5.1	-8.7	-11.6	-9.7	-9.2	-8.8	-8.3
<b>Guinée-Bissau</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	-1.4	0.6	3.5	3.0	3.4	3.9	3.4
Solde courant,en % du PIB	-13.5	4.9	2.1	2.2	-1.7	0.0	-1.5
<b>Kenya</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	2.9	7.0	1.7	2.6	4.0	4.9	5.4
Solde courant,en % du PIB	-7.5	-3.8	-6.6	-6.9	-6.6	-6.0	-5.1
<b>Lesotho</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	2.8	5.1	4.5	1.1	2.7	2.8	4.3
Solde courant,en % du PIB	-22.0	13.1	9.5	-1.5	-18.2	-17.2	-15.9
<b>Madagascar</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.1	6.2	7.1	-4.1	0.7	4.1	5.0
Solde courant,en % du PIB	-8.6	-14.4	-20.9	-16.1	-14.6	-12.8	-11.8
<b>Malawi</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	2.4	8.6	9.8	7.7	5.6	6.0	6.6
Solde courant,en % du PIB	-5.7	-1.7	-6.4	-8.4	-2.4	-2.3	-1.4
<b>Mali</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	5.8	2.8	5.0	4.2	5.0	5.5	6.3
Solde courant,en % du PIB	-8.7	-8.5	-8.4	-9.7	-10.5	-11.4	-10.4
<b>Mauritanie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.3	1.9	3.7	-1.0	4.9	5.4	6.0
Solde courant,en % du PIB	-3.2	-9.7	-15.6	-13.6	-10.9	-11.6	-13.5
<b>Maurice</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.8	4.7	4.2	2.2	3.9	4.4	5.0
Solde courant,en % du PIB	0.1	-6.4	-10.4	-8.3	-8.4	-8.7	-8.4
<b>Mozambique</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	8.0	7.3	6.7	6.3	5.9	6.7	7.2
Solde courant,en % du PIB	-15.1	-9.8	-11.9	-11.8	-13.4	-13.8	-14.2
<b>Namibie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.2	4.1	2.7	-0.8	4.4	4.8	4.8
Solde courant,en % du PIB	3.0	9.2	2.8	-2.3	-5.8	-5.2	-4.0
<b>Niger</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.5	3.3	8.7	-1.2	3.5	4.3	11.7
Solde courant,en % du PIB	-7.1	-8.3	-13.4	-19.9	-21.6	-22.1	-17.4
<b>Nigéria</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.6	6.4	5.3	5.6	6.1	5.7	6.4
Solde courant,en % du PIB	6.5	18.6	20.2	11.2	13.0	11.8	10.6
<b>Rwanda</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	8.3	7.9	11.2	4.5	5.5	5.8	6.8
Solde courant,en % du PIB	-4.7	-4.3	-5.0	-6.8	-7.1	-6.5	-6.9
<b>Sénégal</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.4	4.8	2.5	1.2	3.2	4.4	4.9
Solde courant,en % du PIB	-5.7	-11.6	-10.4	-9.6	-10.1	-10.2	-9.4
<b>Seychelles</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	2.8	7.3	-0.9	-7.6	3.5	4.2	5.0
Solde courant,en % du PIB	-13.4	-20.5	-44.1	-23.5	-30.4	-29.4	-27.0

**Tableau B6.3 Afrique subsaharienne - Résumé des perspectives par pays (cont.)**

<b>Sierra Leone</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	4.6	6.8	5.5	4.0	4.7	6.1	6.5
Solde courant, en % du PIB	-12.4	-12.1	-11.1	-8.4	-9.1	-8.7	-8.3
<b>Afrique du Sud</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.3	5.5	3.7	-1.8	3.1	3.4	3.9
Solde courant, en % du PIB	-4.3	-9.2	-7.1	-4.0	-4.5	-5.8	-6.4
<b>Soudan</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	6.2	10.2	6.8	4.5	5.5	6.2	6.2
Solde courant, en % du PIB	-6.3	-12.5	-9.0	-12.8	-8.2	-6.4	-5.8
<b>Swaziland</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.5	3.5	2.5	0.2	1.1	2.7	3.4
Solde courant, en % du PIB	-0.8	-2.3	-4.9	-6.3	-10.4	-12.3	-12.4
<b>Tanzanie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	5.4	7.1	7.4	6.0	6.3	6.8	7.0
Solde courant, en % du PIB	-6.3	-9.4	-10.5	-9.7	-10.1	-9.2	-9.2
<b>Togo</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.2	1.9	2.2	3.1	3.3	3.5	3.7
Solde courant, en % du PIB	-9.6	-8.6	-9.9	-6.9	-7.5	-6.4	-5.9
<b>Ouganda</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	6.4	8.6	8.7	6.6	5.7	5.9	6.6
Solde courant, en % du PIB	-6.9	-4.5	-5.0	-5.9	-6.3	-5.1	-6.3
<b>Zambie</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	3.8	6.2	5.7	6.2	5.4	5.9	6.4
Solde courant, en % du PIB	-11.8	-6.5	-7.1	-3.6	-2.9	-3.0	-2.5
<b>Zimbabwe</b>							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005 ) <sup>2</sup>	-2.4	-6.9	-14.1	4.0	4.1	2.3	3.3
Solde courant, en % du PIB	-11.5	-8.1	-23.7	-28.2	-22.8	-17.6	-15.5

Source : Banque mondiale. Notes : e = estimation; p = prévision.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour sur la base d'informations nouvelles et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Les projections ici présentées peuvent de ce fait s'écarter de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si ses évaluations fondamentales des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon notable à un moment donné.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour le Libéria, la Somalie et Sao Tomé-et-Principe.

1. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

2. PIB en dollars constants de 2005.